Plus de place aux régions dans l'Europe ?

1 juillet 2009

En adoptant pour la première fois de son histoire un Livre blanc, le Comité des régions a pris l'initiative de lancer un signal politique au lendemain des élections européennes et à la veille du renouvellement de la Commission européenne.

Ce Livre blanc sur la gouvernance à multi-niveaux invite les institutions communautaires et les Etats membres à associer plus encore les collectivités territoriales dans la formulation et la mise en œuvre des politiques communautaires, en leur proposant 13 mesures concrètes.

Cette évolution semble répondre à une demande sociale. En effet, une nouvelle enquête Eurobaromètre indique que, de l'avis d'une majorité de citoyens européens, les collectivités régionales et locales constituent non seulement le niveau de gouvernance le plus digne de confiance, mais sont également les mieux placées pour expliquer l'impact des politiques communautaires sur la vie quotidienne.

Alors qu'un tiers seulement des citoyens européens sont enclins à accorder leur confiance à leur gouvernement national (34 %), la moitié d'entre eux déclarent faire confiance à leurs collectivités locales et régionales (50 %), un chiffre supérieur à celui du niveau de confiance en l'Union européenne (47 %).

En France, en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne, 62 à 65 % des personnes affirment avoir foi en leur gouvernement régional et local. En Autriche, en Suède, au Danemark et en Finlande, ce chiffre est plus élevé encore, atteignant plus de deux tiers (67 à 72 %).

L'enquête montre en outre que 59 % des citoyens européens souhaitent également que les collectivités locales et régionales participent davantage au processus décisionnel de l'UE.

A l'heure où divers signes montrent que le rôle des régions dans les politiques agricoles est en progression mais que leurs marges de manoeuvre restent limitées, comme l'a montré Mélanie Gambino (SDPE), la régionalisation de la PAC est un scénario dont la probabilité pourrait se préciser.